

## Performances macroéconomiques

La croissance du PIB réel était estimée à 5,9 fois-ci en 2018. La croissance a été attribuée au secteur industriel (qui a augmenté de 8,7 %), dominé par l'exploitation minière (15,3 %), bien que la croissance du secteur manufacturier n'ait été que de 3,2 %. La croissance du secteur primaire a été de 3,1 % et celle du secteur des services de 5,1 %. La croissance a été soutenue par des réformes visant à améliorer le climat des affaires, l'accès à l'électricité et les investissements dans le secteur agroalimentaire.

Le déficit budgétaire s'est creusé pour atteindre, selon les estimations, 4,4 % du PIB en 2018, contre 2,2 % en 2017, en raison principalement des prêts destinés à financer les investissements publics. La dette publique est passée de 37,4 % du PIB en 2017 à 39,0 % en 2018, dont 18 % de dette extérieure. Une analyse de la viabilité de la dette publiée en août 2018 a plongé le pays dans une situation de risque modéré de surendettement. La politique monétaire restrictive a compensé la hausse des prix à la pompe des produits pétroliers, maintenant ainsi l'inflation sous contrôle.

Les exportations de biens ont augmenté d'environ 9,8 % en 2018 par rapport à 2017. Les importations ont augmenté de 22,7 %. La part des exportations vers la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (0,9 % au premier semestre 2018) et vers l'Europe (1,1 %) est restée marginale. Environ 99 % des exportations étaient des produits miniers, dont 96 % étaient destinés à l'Asie au premier semestre 2018, contre 84 % au premier semestre 2017. La balance des opérations courantes est passée d'un excédent de 5,5 % du PIB en 2017 à un déficit estimé à 4,9 % en 2018.

## Perspectives : facteurs positifs et négatifs

Le PIB réel devrait croître de 6 % en 2019 et 2020, soutenu par l'expansion des services et du sous-secteur de l'extraction, tandis que la contribution du secteur manufacturier demeure faible. Du côté de la demande, le retour des investissements privés, en particulier dans le secteur

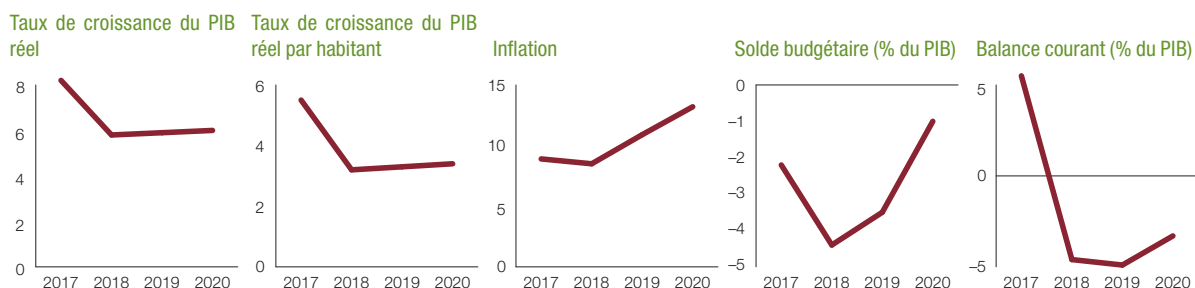
minier, devrait accroître la contribution des dépenses en capital à la croissance.

Le secteur privé est dominé par le secteur informel, qui représente environ 95 % des emplois dans l'économie, principalement dans l'agriculture. L'investissement était estimé à 36 % du PIB en 2018, après un record de 75 % en 2017 ; tandis que l'investissement dans le secteur minier était de 58 % du PIB, l'investissement dans les autres branches privées était de 10 % et l'investissement dans le secteur public était de 7 %.

Le Plan national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (2018-2025) vise à réduire le déficit commercial alimentaire, qui a atteint 686 millions USD en 2017. Les réformes en cours comprennent un nouveau code foncier réduisant le temps nécessaire au transfert de la propriété foncière et le développement de 10 zones agroalimentaires sur l'ensemble du territoire.

La Guinée possède un potentiel minier exceptionnel, y compris les deux tiers des réserves mondiales connues de bauxite, ainsi que de l'or, du fer et des diamants. Bien que le secteur minier produise plus de 90 % des exportations de la Guinée, il ne représente que 17 % des recettes fiscales, 12 % du PIB et 2,6 % des emplois. Avec une vingtaine de projets de grande envergure prévus au cours des cinq prochaines années, le secteur minier devrait connaître une croissance considérable. En réponse, la Guinée disposera d'ici fin 2019 d'un document de stratégie sur les liens internes entre les mines et les autres secteurs stratégiques de l'économie.

Dans la sous-région, des réseaux électriques sont en cours de construction entre sept pays, la Guinée étant le centre énergétique. Elle pourrait exporter jusqu'à 1 493 GWh d'électricité d'ici 2022. Mais la Guinée ne dispose pas encore de routes bitumées qui la relient aux trois pays frontaliers – Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau et Libéria – et les travaux en cours prendront cinq ans pour les relier à Conakry, la capitale. Les lois récentes sur l'entretien des routes et les partenariats public-privé pour l'infrastructure y contribueront.



Source : Données des administrations nationales ; les chiffres pour 2018 sont des estimations, et les chiffres pour 2019 et 2020 sont des projections de l'équipe des Perspectives économiques pour l'Afrique.